

Pourquoi la crise financière, comment s'en sortir ?

Présentation résumée

Ce document résume les grandes lignes de l'exposé introductif et du débat qui a suivi, sans prétendre vouloir tout dire. On se reportera pour plus d'explications au fascicule de RECIT « Pourquoi la crise financière, comment s'en sortir »¹, publié le 14 février.

1 Historique de l'évolution du capitalisme financier

Pour comprendre la crise financière, il faut remonter en arrière, aux évolutions et aux décisions prises dans les années 70 et 80, qui ont permis le développement d'un capitalisme dérégulé :

- l'interdiction faite aux banques centrales de financer les états, en se reposant exclusivement sur la création monétaire par les banques privées
- le développement des marchés à terme lié à l'instauration des taux de change flottants en 1971, facteur d'instabilité financière dans les échanges internationaux
- l'émergence d'un marché financier mondial lié à l'évolution des technologies et notamment à la révolution d'information
- la possibilité ouverte aux opérateurs financiers de conclure des marchés de gré à gré sans passer par une instance officielle, d'où une opacité du marché
- la possibilité offerte de se sur-assurer pour couvrir les risques d'un marché à terme, puis de s'assurer sur un bien qu'on ne possède pas, c'est-à-dire de faire des paris sur les évolutions économiques financières (produits dérivés)
- la mise en place de produits financiers de plus en plus complexes, dans lesquels il devient difficile d'apprécier la part de risque face à des rentabilités élevées.
- la possibilité de souscrire des produits dérivés « à nu » est source de manipulations et manoeuvres frauduleuses. Quand il est possible de « prendre des paris sur la maison du voisin, puis d'y mettre le feu », il est tentant d'agir pour que la catastrophe arrive. Ce qu'a fait Goldman Sachs par exemple.

2 Explication de la crise financière actuelle

La crise financière actuelle a débuté avec le développement incontrôlé du marché hypothécaire américain, notamment en direction des ménages les moins solvables (subprimes), et s'est propagée de façon explosive.

- dans les années 2000, on a fait des prêts à remboursement différé à des ménages insolubles, en accordant tous les 3 ans un nouveau prêt plus important basé sur l'augmentation du prix de l'immobilier. Quand le marché s'est retourné, des millions de ménages ont été en faillite (crise des subprimes)
- les institutions financières se sont retrouvées prises au piège des règles comptables (enregistrement des biens à la valeur de marché et non à la valeur d'acquisition) lorsque les créances qui figuraient dans leurs comptes sont devenues sans valeur.
- la crise s'est propagée parce que les créances avaient été transformées en titres (un titre = plusieurs milliers de créances), eux-mêmes agrégés par tranches de crédit les uns aux autres (dans des CDO) dans

¹ Éditions RECIT, prix 6 €, + frais de port 1 €, ou libre d'accès sur Internet www.recit.net

une opacité de plus en plus totale. De ce fait, la perte de confiance s'est propagée à l'ensemble des titres de l'ensemble des banques et a conduit à un blocage du système bancaire par manque de confiance réciproque.

- de ce fait, de nombreuses banques se sont retrouvées en difficulté avec des pertes colossales.
- le gouvernement américain a renfloué les premières banques, mais a refusé de renflouer la banque Lehman Brothers. Cette faillite a provoqué une panique qui a obligé l'ensemble des gouvernements à injecter des sommes massives pour renflouer les banques afin d'éviter l'écroulement total de l'économie comme en 1929.
- cependant, tout le monde n'a pas été perdant : les institutions financières qui avaient parié sur l'effondrement ont gagné des sommes colossales en peu de temps.
- les agences de notation, qui sont payés par les banques, mesurent le niveau de risque financier pris non pas par les investisseurs mais par les spéculateurs (autre nom des 700 institutions financières dominantes qui contrôlent 80 % des transactions). Elles ne sont pas indépendantes, et provoquent par leurs annonces les phénomènes qu'elles prétendent conjurer (« les thermomètres qui rend malade »).

3 Comment les banques ont entraîné les états dans leur chute

Le sauvetage des banques en 2008 s'est fait sans conditions, alors qu'il aurait été possible pour les Etats de reprendre en main ce secteur en instaurant des règles, en imposant des administrateurs ou en les nationalisant. Loin d'être reconnaissantes aux Etats, les banques ont utilisé les fonds qui leur étaient prêtés pour reprendre les spéculations et acheter des dettes d'Etat (c'est-à-dire prêter à un taux d'intérêt élevé l'argent que les Etats leur avaient prêté à taux nul).

Bien plus, les banques ont utilisé les agences de notation pour souligner que les Etats risquaient de ne jamais pouvoir rembourser leurs dettes. Cela a permis aux banques et aux institutions financières d'exiger des taux d'intérêts beaucoup plus élevés en s'appuyant sur l'abaissement des notes financières (alors que les banques ne courent aucun risque si les États renflouent les banques défaillantes, trop grosses pour faire faillite).

En 2010, on s'est aperçu que les États s'étaient beaucoup trop endettés. La dette liée au remboursement des banques s'était ajoutée aux autres dettes publiques accumulées.

L'accroissement de la dette publique provient des intérêts payés pour la création monétaire depuis des décennies, du ralentissement de l'économie liée à la crise financière et économique, mais également de la contre-révolution fiscale qui s'est traduite par une suppression d'un tiers des recettes de l'État entre 1982 et 2009.

Les institutions financières ont alors exigé que les gouvernements mettent en place des plans d'austérité dans tous les pays européens, et surtout dans les pays les plus fragiles, en diminuant les salaires et les dépenses publiques, sans toucher aux revenus du capital ni aux privilèges des institutions financières et des grandes entreprises.

L'austérité est une solution suicidaire qui aggrave la récession, puisque les mesures imposées se traduisent par un ralentissement de l'économie, de moindres rentrées fiscales et un accroissement de la dette. Mais si la dette s'accroît et si les taux d'intérêt augmentent parce que le risque augmente, les profits des institutions financières s'accroissent, tout du moins tant que le système n'explose pas.

Pourquoi les gouvernements européens mènent-ils une telle politique ? L'aveuglement idéologique et la bêtise ne sont pas à exclure comme en témoigne la crise des années 30. Cependant, la crise constitue également un effet d'aubaine pour tous ceux qui veulent remettre en cause les droits sociaux et le modèle social européen hérité de la 2e guerre mondiale.

4. Quelques références historiques

Il n'est pas inutile de rappeler quelques références historiques :

- l'exploit de Nathan Rothschild en 1815 lui a permis de construire sa fortune sur un coup de bluff lié à une meilleure information quant à l'issue de la bataille de Waterloo
- la crise de 1929 aux États-Unis reste une référence qu'il faut connaître, car la crise actuelle présente de grandes similitudes. Il est essentiel de voir comment les États-Unis et le monde sont sortis de cette crise, d'abord à travers le New Deal (avec des résultats mitigés) mais ensuite par la 2e guerre mondiale. Cette référence historique est essentielle pour s'interroger sur les sorties de la crise actuelle.

- l'Argentine a connu une série de crises financières, dont elle s'est sortie en 2001 en refusant le diktat du FMI et en se déclarant en cessation de paiement de façon à renégocier sa dette. Le peso a été dévalué de 30 %, les monnaies locales ou régionales ont été mises en place au plus fort de la crise, les entreprises en faillite ont été reprises par leurs travailleurs, le gouvernement a mis en place une politique de relance qui a permis rapidement de retrouver le chemin de la reprise des activités.
- à l'inverse, la Grèce n'en finit pas d'être étranglée pour ne pas savoir dire non. Les événements de ces derniers jours confirment l'impasse dans laquelle s'est engagé le pays pour ne pas avoir su suivre l'exemple de l'Argentine. Mais l'histoire n'est pas finie.

5. Une réflexion sur les causes est nécessaire

Cette réflexion est à peine esquissée. À ce stade, nous avons pointé :

- si les mutations technologiques, très rapides avec la révolution de l'information et des transports, auraient pu être mises au service du bien commun et résoudre une grande partie des problèmes de l'humanité, elles ont, au contraire, été mises au service du profit qui secrète de nouvelles inégalités mais aussi la crise financière actuelle.
- le fanatisme de marché dénoncé par Joseph Stiglitz, Patrick Viveret, et bien d'autres...
- une logique de marchandisation jusqu'au plus intime de nous-mêmes, gravé dans le marbre par l'organisation mondiale du commerce.
- les vices de construction de l'union européenne, construction déséquilibrée, acceptée passivement par la France et par l'équipe de Jacques Delors sous les diktats successifs de la Grande-Bretagne et de l'Allemagne, concrétisée par les traités de Maastricht et de Lisbonne, dont on voit aujourd'hui les résultats. La crise actuelle favorise la fragmentation de l'Europe.

6. Que faire pour mettre la finance au service de la société ?

Cette réflexion est inachevée car l'actualité apporte tous les jours des éléments nouveaux. Par ailleurs, les solutions à la crise financière ne sont pas seulement financières. On peut néanmoins synthétiser quelques éléments.

Que peuvent faire les citoyens ?

Les citoyens et les organisations doivent se mobiliser à leur niveau pour faire pression sur les gouvernements et pour faire émerger des alternatives :

- il est possible de se mobiliser contre la dette, en participant au comité pour un audit citoyen de la dette publique, en exigeant plus de lumière sur les causes de cette dette.
- il est possible d'agir avec les collectivités locales, qui ont été floué par les banques (Dexia et d'autres) en souscrivant en toute confiance à des prêts très toxiques.
- il est essentiel également de défendre le rôle des services publics, des associations au service de l'intérêt général, et de toutes les actions contribuant au bien commun.
- il est possible, comme cela se fait déjà aujourd'hui, de multiplier les actions porteuses d'alternatives sur le terrain afin de tester aujourd'hui des solutions pour demain et de convaincre la population qu'il est possible d'agir autrement.

Une stratégie européenne est nécessaire

L'action européenne est nécessaire. Elle doit se dérouler simultanément avec 3 perspectives :

- à très court terme, dans le cadre des rapports de force existante et des institutions telles qu'elles sont, des mesures sont nécessaires pour éviter le naufrage du système.
- à moyen terme, dans le cadre des traités existants, des mesures peuvent être prises pour remettre la finance au service de la société et amorcer une transition écologique et sociale.
- à plus long terme, une Europe des citoyens est nécessaire sur la base d'un nouveau traité et d'un fonctionnement équilibré démocratique des institutions européennes.

Dans l'immédiat, une réforme radicale de la BCE est nécessaire pour que celle-ci finance directement par la création monétaire les déficits publics, afin de casser la spéculation. Ses objectifs doivent être modifiés pour

intégrer l'activité économique, l'emploi, la transition écologique, l'égalité sociale. Sa gouvernance doit être mise au service des objectifs politiques d'un autre développement de l'Europe.

Un gouvernement décidé à agir peut prendre des initiatives unilatérales en rupture avec les traités européens, non pas pour opérer un repli nationaliste, mais pour proposer que les autres pays adoptent des dispositions similaires. Le gouvernement pourrait s'adresser au peuple européen en tenant un discours tourné vers la construction d'une Europe démocratique et sociale et en expliquant qu'il refuse que les populations payent le prix de la crise.

Le fédéralisme européen constitue une fausse solution dans la mesure où le projet fédéral ne propose en rien des solutions pour réformer en profondeur le système actuel. Réalisé dans l'urgence et sans perspective, il ne peut être qu'un alignement sur les positions allemandes, elles-mêmes dictées par les institutions financières.

Que peut faire un gouvernement français conséquent ?

Quelles initiatives le gouvernement peut-il prendre au niveau national ?

- taxer les transactions financières à un niveau suffisant, en affectant le produit de la taxe à un début de redistribution des richesses au niveau mondial ou à la révolution écologique, et non au ronflement des banques.
- mettre hors-la-loi les paradis fiscaux en modifiant la licence des banques accordée par le gouvernement.
- séparer les activités des dépôts d'investissement des banques. Ceci est à l'étude y compris en Angleterre et en Allemagne.
- instaurer un contrôle public démocratique sur les banques, ce qui n'est pas synonyme de nationalisation (cf. l'exemple malheureux de nationalisation bancaire en 1981 sans modifier les critères de gestion), l'essentiel étant de modifier le rôle et les missions des banques, afin qu'elles soient au service de la société.
- redonner une réalité aux banques régionales au mutualisme.
- sortir la dette publique des mains des marchés financiers en modifiant le rôle de la banque de France (mesures similaires à celles souhaitées au niveau européen pour la BCE)
- interdire les produits financiers à risque systémique et la sur-assurance (l'union européenne est en train d'adopter l'interdiction des CDS à nu).

La nécessité d'une réflexion globale

Ce travail nous fait prendre conscience du cynisme et de l'irresponsabilité de dirigeants financiers qui sont prêts à détruire la planète pour gagner de l'argent. Il ne s'agit pas d'aménager le système à la marge en restant dans la logique actuelle. Cela nous conduit à de grandes catastrophes.

Il n'y a pas de solution financière à la crise financière, car la crise est globale. C'est tout autant une crise de société, une crise écologique, démocratique, sociale, culturelle qu'une crise purement économique et financière.

La crise financière apparaît comme un symptôme d'une crise plus globale, celle du capitalisme et d'un système de valeurs fondées sur le toujours plus, l'intérêt individuel et le culte de la productivité. Il faut repenser les objectifs au niveau mondial, déterminer de nouvelles priorités, y compris en termes de modes de production et de raison de vivre. Il faut redonner de la force à la poursuite de l'intérêt général, du bien commun et de l'utilité sociale.

Si seule la 2e guerre mondiale a permis de sortir de la crise de 29, quelle stratégie nous permet de sortir de la crise actuelle sans une révolution sanglante, sans une 3e guerre mondiale ? La réponse proposée est que seule une révolution écologique, éducative et sociale (aller vers plus d'égalité au niveau mondial et dans chaque pays) permettra de sortir du marasme actuel.

Pour cela, il faut agir immédiatement pour changer de paradigme, à la fois dans les actions menées localement et dans l'organisation de l'Europe et du monde, tout en sachant que l'action doit être menée à long terme.